



Conférence de la Fierté

>> PAGE 2

Aussi dans ce numéro : Défendre
les emplois de qualité

>> PAGE 4

VOLUME 3, NO 7

WWW.UNIFOR.ORG

9 AVRIL 2015



uniforum



Les membres d'Unifor ont manifesté récemment à l'extérieur du siège social de la GTAA à Toronto.

Une étude révèle l'importance du secteur automobile

Une nouvelle étude confirme les répercussions économiques majeures des activités de General Motors à Oshawa.

« Pour GM, le Canada est un pays extraordinaire pour faire des affaires, et nous profitons tous grandement de sa présence ici », a

>> Suite à la page 3

Soins de santé en Nouvelle-Écosse

Les membres de quatre syndicats des soins de santé en Nouvelle-Écosse ont voté de manière écrasante en faveur du modèle des conseils de négociation convenu par les syndicats et le gouvernement.

Voici le décompte des votes : Les membres d'Unifor ont voté pour à 94 p. cent; les membres du SFPNE ont voté pour à 98 p. cent; les membres du SCFP ont voté pour à 93 p.

cent; et les membres du SIINE ont voté pour à 95 p. cent.

La directrice de la région de l'Atlantique, Lana Payne, était très satisfaite de la nouvelle entente et a souligné le rôle de leadership joué par l'équipe d'Unifor au cours des derniers mois dans ce dossier.

« Nous avons adopté une position de principe et nous l'avons respectée », a déclaré Lana Payne. « Notre objectif visait à protéger les intérêts de nos membres afin qu'ils puissent continuer de fournir les meilleurs soins de santé possibles aux Néo-Écossais. Je

>> Suite à la page 3

Unifor lutte contre les suppressions d'emplois à l'aéroport

L'Autorité aéroportuaire du Grand Toronto (GTAA) est devenue un terrain important pour protéger les emplois de qualité au Canada. Le mois dernier, la GTAA a changé de fournisseur, ce qui a entraîné

>> Suite à la page 3

#unifor



Voici une sélection de gazouillis sur @SyndicatUnifor.

@Lucsyndicat

Delastek en grève #Unifor

@uniforquebec

Vente des journaux @gesca:
@uniforquebec travaillera
à préserver les emplois et
les nouvelles régionales bit.
ly/1Lx6yRO #FTQ

En bref

Amenez votre famille à Port Elgin

Grâce au programme familial d'éducation d'Unifor, vous avez la chance d'amener votre famille en vacances au magnifique Centre familial d'éducation à Port Elgin sur les rives du lac Huron. Vous allez rencontrer des gens de partout au Canada, apprendre à connaître votre syndicat et les enjeux auxquels font face les familles, tout en profitant d'un des plus beaux couchers de soleil au monde. Les membres et les familles peuvent faire une demande pour la session du vendredi 19 juillet au dimanche 31 juillet 2015. Les préadolescent(e)s participent à des programmes récréatifs dirigés par des employé(e)s de services de garde et du personnel pleinement formés. Les adolescent(e)s participent à un programme spécialement conçu pour eux et qui comprend un volet de syndicalisme social. L'hébergement, les repas et la formation sont couverts par le syndicat national. Les dépenses de vol ou de kilométrage seront couvertes pour les personnes devant se déplacer de plus de 500 kilomètres. Les membres utilisent leur temps de vacances pour y participer. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le site : <http://unifor.org/fr/services-aux-membres/education/programme-familial-education>. La date limite d'inscription est le 17 avril 2015. Consultez votre section locale pour faire une demande. 

Encadré photo

VEUILLEZ SOUMETTRE VOS PHOTOS À
COMMUNICATIONS@UNIFOR.ORG



PHOTO PAR BILLY O'NEILL

Des militantes et militants d'Unifor se sont déplacés pour appuyer les travailleuses et travailleurs de l'aéroport Pearson.



PHOTO PAR ASSE

Des militantes et militants d'Unifor ont participé le 2 avril à des manifestations contre l'austérité à Montréal.

Le salaire minimum en C.-B. : une insulte

L'annonce récente de la ministre du Travail de la C.-B., Shirley Bond, informant que le salaire minimum de la province serait fixé à 10,45 \$ en dollars d'aujourd'hui pour un avenir indéterminé est une condamnation à la pauvreté, selon Unifor.

« Le salaire minimum à Seattle est de 15 \$. Les Britannico-Colombiens qui travaillent dur au salaire minimum ne vont pas atteindre ce taux avant 2034 », a déclaré Joie Warnock, directrice de la région de l'Ouest d'Unifor. «

Le gouvernement de Christy Clark tire manifestement la population vers le bas avec sa stratégie budgétaire qui accorde la priorité aux fortunés.

Dans le budget 2015, le gouvernement provincial a baissé les impôts des personnes touchant les revenus les plus élevés en Colombie-Britannique à un coût public de plus de 200 millions de dollars. L'augmentation de 0,20 \$ du salaire minimum annoncée par la ministre Bond va à l'encontre de la tendance nord-américaine

à la hausse pour atteindre un taux qui reflète les coûts réels de la vie d'une famille. Plus de 120 000 Britannico-Colombiens gagnent le salaire minimum, dont plus de 63 % sont des femmes.

« Le gouvernement de Christy Clark n'est pas en contact avec la réalité actuelle des familles de travailleurs », a affirmé Joie Warnock. « Unifor va continuer d'exercer des pressions pour hausser le salaire minimum à 15 \$ afin qu'aucun travailleur n'ait à choisir entre son loyer et son alimentation. » 

Participez à la première Conférence de la Fierté d'Unifor

Après une présence fort stimulante lors des événements entourant la Fierté gaie l'année dernière, Unifor réunit des militantes et militants LGBTQ de partout au pays pour la toute première Conférence de la Fierté d'Unifor, qui aura lieu du 24 au 26 avril au Centre familial d'éducation d'Unifor à Port Elgin, en Ontario.

La conférence est ouverte aux lesbiennes, gais, bisexuels,

transgenres, transsexuels et queers qui sont membres de notre syndicat ainsi qu'à nos alliés. Les partenaires et les enfants sont les bienvenus (des services de garde sont disponibles). Le thème est : La santé des LGBTQ, ça compte!, et met l'accent sur l'importance d'avoir un système de soins inclusif.

La conférence est l'occasion de rencontrer des membres

LGBTQ du syndicat et nos alliés de partout au pays pour discuter, apprendre et échanger des idées concrètes en vue de renforcer notre syndicat et bâtir des lieux de travail et des collectivités en meilleure santé.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le site Web : www.unifor.org/pride. 

UNIFOR COMMUNICATIONS: SARAH BLACKSTOCK, KATIE ARNUP, IAN BOYKO, SHELLEY BURGOYNE, SHANNON DEVINE, STUART LAIDLAW, SARAH LESNIEWSKI, MARIE-ANDRÉE L'HEUREUX, ET ANNE MARIE VINCENT

>> Suite de **“Soins de santé en Nouvelle-Écosse”** on page1

crois que nous avons réussi. »

Les quatre nouvelles conventions collectives vont toucher tous les travailleurs et travailleuses de la province dans chacune des quatre unités de travail et les conventions seront négociées par un conseil de syndicats. Chaque unité aura un négociateur en chef désigné basé selon la proportion de membres et chaque syndicat pourra diriger les négociations pour seulement une unité. Unifor sera le négociateur en chef pour l'unité des employées et employés de soutien.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le conseil, consultez le document « What Bill 1 means for you » dans la section Outils et ressources du site Web sous l'onglet Services aux membres. 

>> Suite de **“Une étude révèle l'importance du secteur automobile”** on page1

déclaré le président national d'Unifor Jerry Dias lors d'une conférence de presse le 31 mars.

L'étude, intitulée « Répercussions économiques des activités de GM à Oshawa » et diffusée le même jour par Unifor, révèle que le complexe de GM fait augmenter le produit intérieur brut du Canada, maintient des dizaines de milliers d'emplois, génère des recettes fiscales vitales pour financer des services tels que les soins de santé et l'éducation, et contribue considérablement au Régime de pensions du Canada.

Le rapport a été produit par Robin Somerville du Centre for Spatial Economics, une société

>> Suite de **“Unifor lutte contre les...”** on page1

la mise à pied de plus de 260 travailleuses et travailleurs qui fournissent des services aux passagers ayant des besoins spéciaux.

Unifor accuse la GTAA de « flipper des contrats », une pratique légale mais non-éthique qui consiste à changer de fournisseurs de service après quelques années pour faire baisser les salaires et avantages sociaux. Chaque fois qu'un nouveau contrat commence, les employés doivent poser leur candidature à nouveau et faire face à l'incertitude ou au chômage.

Plus récemment, la GTAA a fait dérailler les négociations entre Unifor et Air Canada en demandant qu'un travail semblable effectué par les membres de la section locale 2002 d'Unifor soit sous-traité.

indépendante de modélisation économique.

« Dans ce rapport, les avantages que retire toute la population canadienne sont évidents, a précisé M. Dias. Cela démontre pourquoi le Canada a besoin d'une stratégie ciblée pour attirer de nouveaux investissements dans l'industrie automobile, comme c'est le cas dans d'autres pays. »

L'analyse indique que le PIB du Canada diminuerait de plus de 5 milliards de dollars par année à l'intérieur de deux ans si le complexe d'Oshawa fermait complètement ses portes.

Au total, de 22 000 à 24 000 emplois disparaîtraient sur-le-champ, alors que près de 33 000 emplois seraient perdus en Ontario en l'espace de deux ans.

L'emploi finirait par se



Une récente distribution de tracts à l'aéroport Pearson a attiré l'attention.

« Unifor a été créé pour riposter contre l'abus des travailleurs précaires et à faible salaire », a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor. « Nous allons faire tout ce qu'il faut pour que ces travailleurs soient traités avec équité et ne soient pas contraints au chômage par les caprices de la GTAA. »

Unifor a organisé deux grandes manifestations et plusieurs piquets d'information

pour sensibiliser les gens à l'attaque de la GTAA envers les emplois de qualité.

« La campagne contre la GTAA est symbolique de notre combat plus vaste contre de mauvais employeurs », a souligné M. Dias. « Si nous laissons cette situation perdurer avec la GTAA, elle se reproduira dans tous les aéroports au Canada au prix de centaines d'emplois. » 

redresser partiellement, mais au prix d'une baisse des salaires moyens, même pour les personnes qui ne travaillent pas dans l'industrie.

Les gouvernements fédéral et ontarien accuseraient une perte permanente de recettes et verraient leurs déficits combinés augmenter de près d'un milliard de dollars par année. La perte de cotisations au RPC entraînerait une hausse des cotisations ou une baisse des prestations.

« L'étude confirme qu'une usine d'assemblage d'automobiles aussi importante que celle d'Oshawa constitue une ancre économique, car elle engendre des retombées avantageuses significatives pour toute l'économie, a affirmé l'économiste Jim Stanford d'Unifor.

« GM est non seulement bon pour le Canada, a-t-il

ajouté, mais le Canada est bon pour GM aussi. »

Il a cité plusieurs investissements et projets d'expansion récents dans l'industrie ontarienne de l'automobile comme preuve que le Canada est un pays idéal où investir pour les constructeurs de véhicules automobiles, y compris Ford à Oakville, Chrysler à Windsor, GM à Ingersoll et Honda à Alliston.

« Ce rapport est un appel à l'action, a indiqué M. Dias. Toutes les parties concernées doivent unir leurs forces pour s'assurer que GM maintient sa forte capacité manufacturière à Oshawa, à St. Catharines et dans d'autres villes canadiennes. »

Pour lire le rapport, consultez le site unifor.org et cliquez sur le lien. 

Soutien pour une pension universelle

Étant donné qu'un tiers seulement des travailleuses et travailleurs en Ontario ont un fonds de pension en milieu de travail, la province a besoin d'un régime de retraite universel et obligatoire afin de s'assurer que les travailleurs puissent prendre leur retraite dans la dignité, a déclaré Unifor devant un comité législatif.

« Nous avons l'occasion en ce moment de créer un régime de retraite universel qui va bénéficier aux travailleurs de l'Ontario », a souligné Katha

Fortier, directrice de la région de l'Ontario d'Unifor, devant le Comité permanent de politique sociale de l'Assemblée législative de l'Ontario. Le Comité se penche sur le projet de loi 56, un projet du gouvernement libéral visant à mettre sur pied le Régime de retraite de la province de l'Ontario (RRPO) d'ici 2017.

« Nous exhortons la province de saisir cette occasion pour améliorer les perspectives de retraite des travailleurs, notamment pour la

prochaine génération de jeunes travailleurs. »

Katha Fortier a mentionné au Comité que la couverture de retraite est particulièrement troublante dans le secteur privé où seulement 24 p. cent des travailleurs participent à un régime de retraite et moins de 12 p. cent ont un régime de retraite à prestations déterminées.

« Les femmes, les nouveaux immigrants et les aînés racialisés sont les plus à risque », a-t-elle souligné. « Nous

devons intervenir maintenant pour prévenir une tragédie. »

Unifor a été un ardent défenseur du RRPO pour qu'il soit obligatoire et universel avec des cotisations des employeurs et des employés, et qu'il inclue les travailleurs à faible revenu et les travailleurs autonomes. Katha Fortier souligne que le RRPO doit dupliquer le Régime de pension du Canada (RPC) afin qu'il puisse être intégré au RPC dans le futur.

Consultez le site unifor.org/pensioncampaign. 

Des travailleurs et travailleuses protéger des emplois à temps plein

Les membres de la section locale 3264 d'Unifor chez Carmeuse Lime à Beachville, en Ontario, sont en grève depuis le 17 janvier pour défendre les emplois à temps plein et les heures supplémentaires non obligatoires.

Carmeuse Lime tente d'imposer des heures supplémentaires obligatoires, d'apporter des changements draconiens aux heures de travail, de réduire les avantages sociaux et les pensions, et d'éliminer progressivement les emplois

à temps plein par attrition et sous-traitance. L'installation a déjà employé un effectif de 320 personnes, réduit à près de 87 par attrition.

« Au fil des ans comme militant syndical, j'ai vu des compagnies canadiennes être acquises par des sociétés étrangères et nos gains contractuels diminuer. Sous une nouvelle propriété étrangère, les compagnies ne partagent plus la richesse de la même manière qu'avant », a déclaré le président de la section locale 3264 d'Unifor,



Unifor a récemment organisé une manifestation pour les membres chez Carmeuse.

Rick Cecchin.

Il a souligné que la grève démontre l'importance d'avoir des lois anti-briseurs de grève. Leur convention collective a expiré le 31 mars 2014.

Pour faire un don, envoyez des chèques à : Jeff Ebel, secrétaire-trésorier; section locale 3264; 758 ave Salter, Woodstock, ON N4S 2P5 

Unifor fait des progrès pour le personnel des soins de longue durée

Les membres d'Unifor dans le secteur des soins de santé à l'emploi des infrastructures de soins de longue durée en Ontario ratifient de solides ententes ce mois-ci qui comprennent des hausses sur le plan des salaires et avantages sociaux.

« Unifor est déterminé à protéger notre système de soins de santé au Canada, et la première et plus importante étape est de protéger les

travailleuses et travailleurs », a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor. « Avec ces conventions, nous ripostons contre l'attente que ces infrastructures multinationales et rentables de soins de longue durée devraient continuer à rémunérer généreusement leurs hauts dirigeants et actionnaires tout en imposant des mesures d'austérité aux travailleuses et travailleurs. Ce n'est pas juste. »

À ce jour, les conventions

collectives ont été ratifiées pour quelque 5 600 travailleuses et travailleurs des soins de santé dans la province; une pour ceux des maisons de Extencare, une pour ceux des maisons de Revera et une pour un groupe de 22 infrastructures de soins de longue durée. Ce modèle type de convention collective va éventuellement aboutir à de nouvelles ententes pour près de 17 000 travailleuses et travailleurs des soins de santé en

Ontario.

« Je suis fier de l'entente que nous avons pu conclure et le progrès que nous avons accompli pour nos membres », a déclaré Katha Fortier, directrice de la région de l'Ontario.

« Cette entente négociée a été possible grâce au travail assidu et au dévouement des membres du comité de négociation d'Unifor de partout en Ontario. » 